

Histoires du CyberClub ,CyberLomont & CICV

Une charte de territoire à Blamont dans le Doubs, village rural de 1 032 habitants

"J'aimerais vous parler d'un projet lancé depuis plus d'un an, et qui s'appelle "CyberLomont".

Commune qui a initié le projet : Blamont (Doubs), frontière suisse. Village rural de 1 032 habitants, à une vingtaine de km de Montbéliard. Sur le réseau depuis 1996. Je suis le maire de cette commune (Claude Perrot, 47 ans, médecin généraliste), secrétaire de l'association des Maires Ruraux du Doubs, membre du bureau du Syndicat du Pays du Lomont, dont le président est M. Pequignot, Conseiller Général de Saint-Hippolyte, et maire de Bief. Ce syndicat a trois compétences, tourisme, OGAF, OPAH.

Le projet CyberLomont n'est pas né d'un appel à projets, il s'est développé grâce à des opportunités avec des bénévoles, des bonnes volontés, beaucoup d'idées, et peu de moyens.

Au départ, un club de la Maison Pour Tous de Blamont, le CyberClub, qui rassemble des personnes intéressées par les TIC, et qui achète un peu de matériel pour faire de l'initiation à la population. Puis construit le premier site de Blamont

(<http://www.civ.fr/fc/blamont/start.htm>). J'ai inauguré officiellement ce site en mai 1997, avec discours, ruban tricolore coupé sur écran, et vin d'honneur virtuel !

Trois opportunités se sont ensuite présentées : le Syndicat du Lomont désireux d'aller plus loin dans l'intercommunalité, décide d'établir une Charte de Territoire, procédure qui consiste à développer l'intercommunalité pour aller vers la constitution d'un "Pays". Mairie-Conseils, émanation de la Caisse des Dépôts, et la Région Franche Comté sont partie prenante de cette démarche, qui suppose un état des lieux exhaustif, une réflexion sur l'avenir dans une optique de développement durable, la mise en place de projets intercommunaux cohérents. Donc une démarche qui doit associer élus, associations, et tous les acteurs de la vie locale, ce qui suppose de très nombreuses réunions locales, par secteurs d'activité etc...

J'ai proposé que l'on associe à cette démarche la mise en place de la présentation des villages sur Internet, en associant le plus possible tous les acteurs locaux, de manière à faire un site vivant, destiné à promouvoir le Pays, mais qui soit aussi un lien entre les villages préfigurant les services en ligne de demain. Par exemple, les informations locales, les petites annonces, des expos en ligne et la mise en place d'un intranet entre les mairies et les services publics etc...

Nos réunions locales s'accompagnent donc d'une initiation à Internet, du recrutement de correspondants par village "agréés" par les maires.

Deuxième opportunité : les emplois-jeunes Pour travailler efficacement, il nous fallait embaucher. Or les finances du Syndicat n'étaient pas prêtes... ou plutôt les élus n'étaient pas encore "mûrs". J'ai demandé à l'Association Maison Pour Tous de Blamont d'embaucher un jeune, ce qui a été accepté par le Conseil d'Administration de cette association qui vit de quelques subventions et des cotisations de ses adhérents. J'ai engagé mon indemnité pour compléter le financement de la paye du jeune embauché.

Troisième opportunité : la création d'une pouponnière de jeunes entrepreneurs au Centre Pierre Scheffer d'Hérimoncourt (<http://www.cicv.fr>), à quelques km de Blamont. Le jeune a depuis avril une formation très pointue aux technologies nouvelles, internet en particulier, à la gestion, au droit d'internet. (En fait, nous avons embauché un jeune qui avait été accepté en pouponnière).

Ou en sommes nous actuellement ? nos réunions ont un succès indéniable dans les communes rurales, où **les élus pour la plupart ignorent tout d'internet et ont peur de l'informatique ; à l'issue des premières réunions d'initiation, ils sont pour la plupart convaincus de la justesse de notre démarche**. Ensuite, ils désirent aussi mettre en valeur leur village. Il faut donc apprendre à le regarder à nouveau, avec d'autres yeux... Nous n'avons pour l'instant mis que deux villages, mais les documents et les volontaires se manifestent chaque jour. Nous réalisons que par là nous pouvons faire émerger la conscience d'appartenir à un pays.

Les enseignants s'intéressent à notre démarche, mais également quelques producteurs locaux. Ainsi, un charcutier veut proposer ses saucisses de Montbéliard, un maroquinier ses sacs à main.

Notre nouvelle maquette est prête, (<http://www.cicv.fr/citoy/blamont/lomont>) mais nous allons faire appel à un étudiant pour mettre au point une charte graphique.

Parallèlement, nous avons mis en place un groupe de réflexion sur "TIC et ruralité", une veille documentaire, technologique et juridique assurée par l'Emploi-jeune. Cette structure est cependant modeste, malgré sa mission... Dans ma commune, un groupe de recherche sur l'histoire locale recense et récupère tous les documents qu'il peut afin de les répertorier, puis de les numériser, afin peut être un jour de les mettre à la disposition des particuliers.

Nos atouts :

l'enthousiasme, la proximité du CICV/P. Scheffer, la démarche conjointe avec la Charte de Territoire.

Nos faiblesses :

Manque de temps des élus, jeunes, donc en activité.

Manque de moyens : aucune subvention n'a été accordée, ni par la Région, ni par le département, etc... pour aider à acheter du matériel, aider à payer les frais de fonctionnement de notre Emploi-jeune. Les réponses aux demandes : pas d'enveloppe spécifique, pas le bon moment, pas d'interlocuteur disposé à nous rencontrer, réponse "paperassière", décalage entre la rapidité des développements des TIC et les lenteurs administratives.

Nous allons cependant essayer de monter un dossier de Contrat Régional de

Développement sur les TIC, qui consisterait à aider les petites communes à s'équiper en un ou plusieurs points, première condition pour que les habitants prennent contact avec internet, et à établir le réseau des administrateurs locaux de notre site.

Proposition : il faudrait des interlocuteurs, des "Monsieur TIC" affectés spécialement aux petites communes, disposant de budgets permettant des financements rapides, pour les petits projets innovants. Le coût des abonnements aux serveurs devraient être pris en charge également pour les petites communes, non pas parce qu'elles n'ont pas les moyens, mais parce que politiquement les maires n'osent pas franchir ce "modeste" pas. C'est une réalité.

J'espère que vous aurez eu la patience de lire mon message. Je suis à votre disposition pour tout autre renseignement sur CyberLomont".

(Claude Perrot) - cperrot@infrescom.fr 03 81 35 17 80 mairie : 03 81 35 10 03).

(Extraits pages 68 à 71 > Mission de Monsieur le Sénateur Henri D'ATTILIO -Assurer l'égalité des territoires dans l'accès aux Technologies de l'Information et de la Communication pour les zones fragiles RAPPORT AU PREMIER MINISTRE Novembre 1998)

Une «pouponnière» de talents. Le CICV va former de jeunes entrepreneurs en partenariat avec les communes rurales.

Par [Annick RIVOIRE](#) — Libération 6 février 1998

Montbéliard, envoyée spéciale.

C'est l'histoire du boucher de Blamont, sur les hauteurs de Montbéliard (Doubs), qui veut «aller sur l'Internet». Pour y faire quoi? Présenter son musée du Tuyé (prononcez tué), une pièce où l'on fait fumer les charcutailles, ou recevoir des commandes de l'étranger? Thierry Cedoz admet ne «rien» connaître au réseau, mais il lui semble qu'il pourrait y «gagner quelque chose». A Blamont, 1 030 habitants, le maire, Claude Perrot, médecin et internaute de longue date, a fait des émules. Le cyberclub du village, installé dans un recoin de la Maison pour tous, ne compte que 6 membres, mais le site web qu'ils ont créé il y a plus d'un an est gros d'une quarantaine de pages. «Quelqu'un du CICV est venu nous aider à programmer. Depuis, il a monté sa boîte de service informatique et nous vend du matériel à prix d'ami», raconte Jean-Marc Virazel, chômeur de 56 ans et membre actif du club. Le succès du site a fait des envieux alentour. Et le CICV a été sollicité par le syndicat intercommunal du pays de Lomont. Ainsi est né Cyberlomont, un projet de serveur qui fédérerait les 48 villages du plateau, oeuvrerait au développement local (potentiel touristique, gestion de l'offre de gîtes ruraux, etc.) et créerait un emploi-jeune. L'heureux élu sortira de la première promotion de la «pouponnière de jeunes entrepreneurs» du CICV, qui entame sa formation de dix-huit mois le 2 mars. «Ce projet rejoint les préoccupations des politiques, qui sont aussi nos financeurs, pour qu'il y ait des retombées de l'action du CICV sur le développement de la vallée», explique Marie-Reine Jost, responsable de la pouponnière au CICV. Lancé le 1er décembre sur le site du Centre, l'appel à candidatures a généré 90 demandes. 13 ont été retenues, 5 devraient aboutir à la création d'entreprises spécialisées dans les nouvelles technologies, les 8 autres rentrant dans des projets «portés par des partenaires du CICV», poursuit Marie-Reine Jost, comme celui de Cyberlomont. Au programme des reçus: formation au marketing, à la gestion, au management et à la technique (HTML, Photoshop, etc.). Puis, dès juin, les «poupons» devront s'occuper de leur projet «dans des situations de travail précises». Le boucher de Blamont aura alors un interlocuteur.

On imagine la confrontation entre les futurs entrepreneurs et les artistes en résidence au CICV. Pierre Bongiovanni, codirecteur du centre, en espère beaucoup: «Nous devons faire comprendre aux industriels que la capacité à imaginer des contenus multimédias n'est possible qu'avec des artistes, qui sont des emmerdeurs, mais qui sont dans l'innovation et la créativité.»

[Annick RIVOIRE](#)

ART DIGITAL : LE CICV EFFACE DU DISQUE DUR

Par [Annick RIVOIRE](#) — 22 juillet 2004 à 01:31

Près de Montbéliard, ce centre de création unique en France a fermé hier, faute de subventions

Sur le site portail du ministère de la Culture, hier, au top des «centres d'arts électroniques», figurait le CICV Pierre Schaeffer, présenté comme «centre international de recherche et de création dans le domaine des nouvelles technologies de l'image, du son et de la communication». Le CICV d'Hérimoncourt, dans le pays de Montbéliard, vient pourtant de fermer définitivement ses portes, hier aussi.

Ses treize salariés ont reçu leur lettre de licenciement, l'ensemble du matériel informatique, les studios de montage, de son, de vidéo, etc., seront vendus à l'encan. Les sites hébergés sur la plate-forme du CICV, la plupart produits par la seule structure en France entièrement dédiée aux nouvelles technologies artistiques, ne devraient pas tarder à disparaître, le temps que la cinquantaine d'artistes et collectifs concernés trouvent une solution, payante celle-là... Quant aux 4 000 visiteurs quotidiens du site web, ils tombent désormais sur une page noire, affichant le désarroi de l'équipe, malmenée depuis quelques mois et pourtant encore «fière d'avoir accompagné les artistes depuis quinze ans».

Directeur provocateur. En février, un rapport d'inspection du ministère de la Culture se concluait ainsi : «La crise actuelle doit être l'occasion d'un nouveau départ.» En guise de nouveau départ, la liquidation judiciaire est prononcée début juillet, mettant un terme à quatorze ans d'expérimentation dans le champ des nouveaux médias. Soldant un imbroglio politico-administratif qui visait la personnalité du directeur et fondateur de la structure, Pierre Bongiovanni, accusé de multiplier les casquettes (il était responsable du chantier de préfiguration de la Gaîté lyrique à Paris et l'un des commissaires de la dernière Nuit blanche), et d'avoir conduit le CICV dans une «impasse financière totale».

Pourquoi fermer le plus gros centre d'art national en terme de budget (1,4 million d'euros en 2003) ? Officiellement, faute de subventions. Sans celle du ministère («suspendue» jusqu'à l'adoption d'un autre projet), la région ne donnait plus rien et le département attendait les conclusions du liquidateur.

Officieusement, tout a été mis en oeuvre pour éjecter Bongiovanni, volontiers provocateur (à Avignon, en plein festival, il avait organisé un colloque sur la «capitulation de l'artiste»), et sans doute trop indépendant. Sans étiquette politique, et malgré des soutiens larges (le Doubs est passé de droite à gauche, inversement pour la Culture), l'homme agace : le rapport évoque notamment une «certaine notoriété locale et internationale due à la personnalité du directeur, infiniment plus connu que sa structure».

Reconnaissant l'essoufflement du CICV, l'équipe et son directeur avaient préparé un projet de rechange, orienté «scène». Les nouvelles technologies ne le restent pas longtemps, obligeant à des coûts de fonctionnement supérieurs à ceux d'autres centres d'art. Résidences d'artistes (150 en moyenne par an) et aide à la production étaient au point mort depuis le printemps, chacun se renvoyant les difficultés de fonctionnement et la responsabilité du déficit (180 000 euros).

Zone sinistrée. A l'étranger, le CICV était connu, au même titre que le Zkm allemand, le V2 néerlandais ou l'ICC japonais. Sandra Kogut y a débuté, elle travaille aujourd'hui à Palo Alto avec Lev Manovich. Du Zhenjun, dont les installations poétiques trustent les expos cette année (Lille, Rennes, Paris...), a été soutenu par le CICV, comme les chorégraphes N + N Corsino, la plate-forme Incident, Jean-Michel Bruyère...

Ces artistes venus à Hérimoncourt, dans le petit château Peugeot, en pleine zone sinistrée, et qui ont développé des projets pédagogiques (le formidable Tohu-Bahut), sociaux ou même ultralocaux (le boucher venait faire son site), sont inquiets.

«Aujourd'hui, on efface cette incontournable référence internationale comme on effacerait un disque dur !» déplore Nicolas Frespech, auteur du premier site acheté par un Frac. Pour Grégory Chatonsky, exposé à Beaubourg ou au Fresnoy, «c'était le seul centre en France à garantir une complète autonomie éditoriale aux sites des artistes, qui n'ont d'ailleurs jamais été entendus dans cette affaire. Loin de clarifier la politique du ministère sur le numérique, la fermeture du CICV est une pièce en moins à un édifice déjà fragile».

Le ministère de la Culture jure, le coeur sur la main, qu'il n'en est rien et qu'en septembre, à l'occasion de Villette numérique, le ministre présentera un plan de «soutien à la création numérique».

[Annick RIVOIRE](#)

mercredi 3 octobre 2018 les amis du lézard vert

La fête du livre à Valentigney en 2000

Nous étions en octobre 2000. J'avais eu la surprise de voir éditer un recueil de mes nouvelles, en mai 1997. J'étais alors président de la Maison pour Tous de Blamont et, par l'entremise du maire Claude Perrot, j'avais fait la connaissance de Pierre Bongiovanni, directeur du Centre International de Création Vidéo (CICV) sis à Hérimoncourt. Pierre habitait Blamont, ce qui explique cette rencontre. À la Maison pour Tous, nous disposions d'un local et d'un peu d'argent, ce qui nous incita à lancer une nouvelle activité, le Cyberclub, dans l'esprit d'un Cybercafé. À cette époque, peu de gens avaient un ordinateur personnel et l'internet n'était que balbutiant en France. Pas pour le CICV, dont le président nous offrit son aide technique. C'est à un déjeuner d'affaires (bien grand mot) avec Pierre Bongiovanni et Claude Perrot que je confiai que j'avais écrit quelques nouvelles. Pierre me demanda aimablement de les lui passer et me les rendit deux semaines plus tard en me disant qu'*il y avait de l'énergie dans mes nouvelles*. Puis il n'en fut plus question, jusqu'au Festival des Terres Blanches, organisé par le CICV. Nouvelles rencontres, pour mettre au point les implantations des installations diverses, en particulier à la Maison pour Tous, et là Pierre m'annonce qu'il a décidé, pour cette manifestation, de promouvoir quelques artistes locaux, un peintre, un écrivain, et, me dit-il, l'écrivain, c'est toi.